

La Revue Canadienne

DU MONDE POLITIQUE, RELIGIEUX, LITTÉRAIRE, INDUSTRIEL, ET COMMERCIAL.

LOUIS. O. LETOURNEUX, RÉDACTEUR EN CHEF.

PARAISANT LES Mardi et Vendredi

CONDITIONS D'ABONNEMENT. (Payable d'avance.)

Table with subscription rates: Abonnement au Journal semi-hebdomadaire seul, Abonnement à l'Album Mensuel, Liste-rail et Musical, etc.

La Revue Canadienne publie un Album littéraire et musical, paraissant tous les mois, par livraisons de 32 pages de matières littéraires et d'œuvres de musique.

ON S'ABONNE :

À Montréal, AUX BUREAUX No. 15,

RUE ST-VINCENT.

À Québec, CHEZ M. F. X. JULIEN,

MAISON DE LA CORPORATION.

Education.

Industrie

Progrès.

AFFAIRES D'EUROPE.

ANGLETERRE.—Revenu de la Grande-Bretagne pour le trimestre et l'année finissant le 5 avril 1848, comparé avec pareilles périodes de 1847.

Table with financial data for Great Britain: Douanes, Excise, Timbre, etc., comparing 1847 and 1848.

Augmentation sur le trimestre en faveur de 1848, £402,575. Diminution sur l'année 1848 £2,218,511.

Les produits de l'année 1848, comparés à ceux de 1847, présentent une différence en moins de £2,218,511. Cette différence porte principalement sur les douanes, l'excise, le timbre, sur les recettes diverses et le remboursement des avances.

Les chartistes.—Le fantôme chartiste a enfin quitté sa région des nuages; il est là maintenant en chair et en os, irrité, menaçant et tout prêt à faire retentir ses milliers de voix, à frapper de son robuste bras l'édifice social et politique.

Tout bien choisi que semble aux chartistes la conjoncture, cependant l'œuvre paraît ardue et difficile. John Bull cède peu à l'entraînement, et sans entraînement point de grande révolution possible.

Le dernier spécimen offert en février par les Parisiens a trouvé d'heureux imitateurs à Vienne, à Berlin, à Milan et à Venise. Par le succès presque systématique de cette façon de procéder, on est assez enclin à penser que la tactique des chartistes est définitive.

Bien téméraire, cependant, serait celui qui prophétiserait sur l'issue d'une lutte probable. Depuis sept semaines nous avons assisté à des événements si inattendus, à des bouleversements si prodigieux, que rien maintenant ne

peut surprendre, ni étonner. Pourtant si l'on considère l'état des choses et des esprits, si l'on étudie un peu attentivement l'opinion publique, la balance des forces morales, les éléments de l'agression et ceux de la résistance, on reste bientôt convaincu que les masses ne sont point sympathiques aux chartistes et que si le nombre des bayonnettes à leur opposer est peu considérable, ils trouveront une opposition autrement redoutable parmi les différentes classes de la population.

AFFAIRES DE FRANCE.

EXTRAIT D'UNE CORRESPONDANCE DU COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

Paris, 13 avril 1848. La grande préoccupation du moment est, sans contredit, l'approche des élections pour l'assemblée nationale, fixées, comme vous le savez, au 23 avril. Partout, dans les journaux, dans les clubs, dans les comités aussi bien que dans la sphère plus élevée, mais également agitée, du gouvernement, c'est la question à l'ordre du jour, c'est l'objet de toutes les discussions.

Tous ceux qui veulent sincèrement le triomphe certain et régulier des institutions républicaines sont d'accord dans ce sentiment, qu'il faut que les nouveaux représentants soient, avant tout, et surtout, partisans fermes, déclarés de la République. Pour eux, le principe même ne doit pas faire un doute, et c'est avec une acclamation unanime, spontanée de: Vive la République!

Maintenant, parmi les candidatures que je ne vous cite pas, il en est un grand nombre encore qui, sans avoir dans le pays de ces renommées incontestées comme celles que je viens de vous rappeler, comptent de nombreux et utiles travaux qui leur ont acquis une réputation qui grandira vite au contact des grandes affaires de l'Etat.

Vous le voyez, on peut espérer, sans trop d'illusion, que l'assemblée nationale, par ses lumières, par les spécialités diverses quelle renfermera, par l'éclat de tant d'hommes d'élite qui la dirigeront, ne sera pas au-dessous de l'œuvre immense, et est vrai, dont l'accomplissement lui est imposé. Mais, je le répète, ce qui doit avant tout faire sa force, et ce qui ne lui manquera pas, on peut justement le prévoir, c'est l'énergie du patriotisme, la fermeté et la modération à la fois dans l'exercice d'un pouvoir qui sera presque sans limites.

Les élections pour les grades d'officiers, dans la garde nationale de Paris, sans être un indice certain à cet égard, puisqu'il s'agit et d'une mission toute différente et d'une opération partielle, ont cependant un certain sens. Comme l'expression de l'opinion de cette population de Paris qui, lorsqu'elle se montre forte et unie dans ses sentiments, exerce une influence si considérable sur la France, les élections de la garde nationale de Paris, dans cette limite, sont déjà d'une augure heureux pour les élections générales.

certain à cet égard, puisqu'il s'agit et d'une mission toute différente et d'une opération partielle, ont cependant un certain sens. Comme l'expression de l'opinion de cette population de Paris qui, lorsqu'elle se montre forte et unie dans ses sentiments, exerce une influence si considérable sur la France, les élections de la garde nationale de Paris, dans cette limite, sont déjà d'une augure heureux pour les élections générales.

Quelques journaux anglais apportés en cette ville par les passagers Canadiens du Britannia, nous donnent les détails suivants sur les affaires en Europe aux dernières dates:

ANGLETERRE ET IRLANDE.

Dans la chambre des lords, le comte d'Ellenborough demanda, (la séance du 17 avril), un état des armes que l'on avait saisies en Irlande, depuis le 14 mars jusqu'au 14 avril. Il ajouta qu'il désirait savoir si le gouvernement se disposait à soumettre au parlement quelques mesures pour la protection des sujets de Sa Majesté dans cette partie de son royaume.

Dans la séance du 18, le marquis de Lansdowne informa la chambre que plusieurs individus avaient été arrêtés à Dublin pour avoir tiré au blanc dans les limites de la ville, et qu'il en serait de même pour tous ceux qui se rendraient coupables de la même désobéissance aux lois.

La dernière lecture du bill pour la protection de la couronne, M. Hume répéta les objections qu'il avait faites contre la mesure, et proposa que cette lecture fût remise à six mois. M. F. O'Connor b'âma le gouvernement d'avoir proposé une démarche qu'il regardait comme parfaitement inutile et qui ne manquerait pas de créer le mécontentement dans tout le pays.

Le 19, sir G. Grey dit que le lord lieutenant de l'Irlande avait pris toutes les précautions nécessaires pour réprimer les émeutes, et qu'il n'avait aucun doute que les moyens que le gouvernement avait mis entre ses mains ne fussent efficaces.

Le 17 avril, la police a arrêté la première brigade des carabiniers confédérés, au moment où ceux-ci faisaient la parade. Les prisonniers ont donné caution pour comparaître à la prochaine session de la cour.

Le 17 avril, la police a arrêté la première brigade des carabiniers confédérés, au moment où ceux-ci faisaient la parade. Les prisonniers ont donné caution pour comparaître à la prochaine session de la cour.

protestants par une adresse en date du 3 avril, pour les engager à se préparer au combat. Le 15, les commerçants de Dublin donnèrent une soirée aux Repealers de cette ville, à l'occasion du retour de la députation envoyée à Paris pour y porter les félicitations de l'Irlande, La Music Hall était littéralement remplie. Le président ayant proposé la santé de la Reine, des voix crièrent "pas de Reine," ce qui n'empêcha pas un harpiste irlandais de jouer "God Save the Queen."

M. Smith O'Brien s'adressa longuement aux convives réunis. Il raconta la réception bienveillante qu'il avait reçue du gouvernement provisoire. Il se réjouissait que la réponse de Lamartine eût satisfait le gouvernement on même tems qu'elle le satisfaisait lui-même. L'Irlande ne pouvait désirer une réponse plus encourageante. Il s'éleva contre le nouveau bill pour la protection de la couronne, et il espérait que ses compatriotes auraient assez de courage pour en faire une lettre-morte. Il termina en rappelant la nécessité de se pourvoir d'armes, les seuls instruments, selon lui, capables de contrôler les méchants.

FRANCE.

Dimanche, le 16 avril, les rues étaient encombrées de processions se rendant sur le Champ-de-Mars. Voici quelle était l'origine de ce mouvement. Samedi, la veille, à une séance du gouvernement provisoire, des paroles très acrimonieuses avaient été échangées entre les ultra-républicains et les membres plus modérés. M. Ledru-Rollin, en particulier, soutenait que les choses n'étaient pas conduites avec assez de vigueur, et que, s'il n'était pas pris des mesures convenables, les élections auraient pour résultat d'empêcher l'établissement de la république, au lieu de le favoriser. M. Marrast, d'un autre côté, s'opposa fortement aux vues exprimées par son collègue; il déclara que sa ferme intention et celle de ses amis était de procéder avec modération, qu'un système contraire pourrait amener la guerre civile. La discussion se prolongea; alors Ledru-Rollin se laissa entraîner jusqu'à accuser M. Marrast de trahir ses principes; il prononça le mot de lâche. Aussitôt M. Marrast lui donna un soufflet. Les autres membres s'interposèrent pour empêcher la violence; mais M. Ledru-Rollin, convaincu dit-on, que les classes ouvrières l'appuieraient, donna le mot d'ordre, ce qui détermina le rassemblement tumultueux dont nous avons parlé.

Cette réunion se composait d'environ 150,000 personnes. Néanmoins la journée se passa sans collision. Une correspondance d'un journal anglais que nous avons sous les yeux dit que le lundi suivant il y eut un coup de main qui a été renversé par l'attitude ferme de la garde nationale, de la garde mobile et des troupes.

Selon cette correspondance, qui est datée du 18, les clubs communistes avaient résolu de renverser le gouvernement provisoire, de choisir un comité de salut public, de publier un décret abolissant la propriété et proclamant que toute propriété appartenait à l'Etat.

Pour effectuer leur projet, les clubs se déclarèrent en permanence pour la nuit. On envoya des émissaires dans le faubourg St. Antoine; on sonna le tocsin vers 4 heures du matin, et on commençait à élever des barricades. Mais le gouvernement avait tout prévu; il avait appelé dans la nuit la garde nationale de la banlieue et l'avait fait passer sur tous les points de la ville. A 5 heures du matin, on fit battre le rappel, les régiments marchèrent avec résolution et les séditieux furent obligés de se disperser. Cette décision ferme et sage retrempa la confiance dans le gouvernement provisoire de la république. Tous les hommes sensés déplorent la tactique des communistes et les journaux influents sont unanimes à protester contre les doctrines subversives de l'ordre social.

Le mardi les séditieux firent une nouvelle tentative. Un comité de salut public fut organisé; MM. Raspail, Louis Blanc, Flocon, Bianqui et Ledru-Rollin, le composaient. Les clubs siègèrent: leur parti prit les armes et s'empara de quelques postes dont ils furent chassés bientôt par la force armée pour le maintien de l'ordre public.

Le gouvernement publia le même jour une proclamation annonçant au peuple une grande fête nationale pour le jeudi suivant. En même tems, le Monteur proclamait que la justice était chargée de faire une enquête sur les événements qui étaient survenu le dimanche précédent. Toutes ces tentatives d'insurrection ont été promptement comprimées et ont donné une nouvelle force au gouvernement provisoire dont M. Lamartine est l'âme: comme elles ont montré la faiblesse du parti de MM. Ledru-Rollin, Flocon et Blanc.